RCS : LAVAL
Code greffe : 5301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 00514
Numéro SIREN : 525 304 911
Nom ou dénomination : ABC METALLERIE

Ce dépôt a été enregistré le 24/01/2013 sous le numéro de dépôt 214

Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LAVAL

CS 415 (rue Emile Brault)
53004 LAVAL CEDEX
TEL: 02 43 59 70 80 - FAX : 02 43 58 15 67
www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

OUTIN GAUDIN & ASSOCIES-JURIDIQUE DU MAINE

BD. DES GRANDS BOUESSAYS Z.I.SUD
53960 BONCHAMP LES LAVAL

V/REF : OBC/KC/CP - 2012 7 754
N/REF : 2010 B 514 / 2013-A-214

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE LAVAL certifie qu'il a reçu le 24/01/2013,

Décision(s) de l'associé unique en date du 26/12/2012
- Changement de forme juridique - Transformation en SARL
- Transfert du siège social - sis Za des Mesliers 53320 St Cyr le Gravelais
- Changement de la dénomination sociale - en "ABC METALLERIE"
- Nomination(s) de gérant(s)

Statuts mis à jour

Liste des sièges sociaux antérieurs

Concernant la société

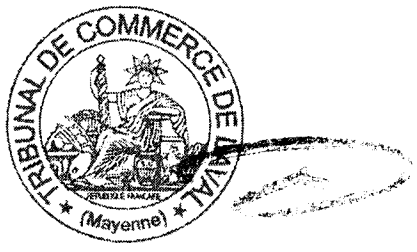
ABC METALLERIE
Société à responsabilité limitée
ZA des Mesliers
53320 Saint-Cyr-le-Gravelais

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2013-A-214 le 24/01/2013

R.C.S. LAVAL 525 304 911 (2010 B 514)

Fait à LAVAL le 24/01/2013,

LE GREFFIER



BOBIP SPEED

Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €uros

Siège social : 18, rue Duguay Trouin
44420 LA TURBALLE

525 304 911 RCS SAINT NAZAIRE

"PROCES VERBAL
Dépôt effectué au Greffe du Tribunal
De Commerce de LAVAL, le 2 JAN 2013
Sous le N° 2013A124
Le Greffier"

PROCES-VERBAL

DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 26 DECEMBRE 2012

L'an deux mille douze,
Le vingt-six décembre à quatorze heures,

Monsieur Olivier BOIN, né le 13 janvier 1956 à VITRE (35) et demeurant au PERTRE (35370) – la Touche Godet,

Agissant en qualité d'Associé Unique de la société BOBIP SPEED,

A pris les décisions suivantes relative à :

- **La modification de la dénomination sociale ;**
- **Le transfert du siège social ;**
- **La modification corrélative des statuts ;**
- **La transformation de la société par actions simplifiée en société à responsabilité limitée ;**
- **L'adoption des statuts de la société sous sa forme nouvelle ;**
- **La nomination du premier gérant ;**
- **Les dispositions transitoires ;**
- **Le pouvoir en vue des formalités.**

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination sociale, qui est actuellement **BOBIP SPEED,** pour adopter la dénomination :

« ABC METALLERIE »

et ce, à compter du 1er janvier 2013.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la société, actuellement fixé à LA TURBALLE (44420) – 18 rue Duguay Trouin, à :

- **SAINT CYR LE GRAVELAIS (53320)**
  ZA des Mesliers

et ce, à compter du 1er janvier 2013.

TROISIEME DECISION

En conséquence des résolutions qui précèdent, les articles 3 et 4 et des statuts sont modifiés de la manière suivante :

Article 3 – DENOMINATION (nouvelle mention)

La dénomination sociale est :

ABC METALLERIE

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 – SIEGE SOCIAL (nouvelle mention)

Le siège social est fixé à :

- **SAINT CYR LE GRAVELAIS (53320)**
  ZA des Mesliers

Il peut être transféré en tout endroit par décision de l'associé unique ou par décision du Président, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir constaté que toutes les conditions requises par le Code de Commerce pour la transformation sont réunies, décide de transformer la société en **Société à Responsabilité Limitée** à compter du 1er janvier 2013, sans que cette transformation emporte création d'un être moral nouveau. Dans la mesure où les titres sociaux de la société ne sont détenus que par un seul associé, celle-ci fonctionnera selon le régime des sociétés à responsabilité limitée unipersonnelle ou EURL.

La Société sera désormais régie par les dispositions légales et réglementaires relatives aux sociétés à responsabilité limitée unipersonnelle et par ses nouveaux statuts, les nouveaux organes de gestion *(gérance)* se substituant aux anciens *(Président)* dont les fonctions prendront fin.

La Société, conservant sa personnalité juridique, continue donc d'exister sous sa forme nouvelle sans aucun changement dans son actif ni dans son passif, entre les titulaires actuels des actions composant le capital social qui deviendront les propriétaires des parts sociales substituées auxdites actions et les personnes qui pourront devenir propriétaires par la suite, tant de ces parts que de celles qui seraient créées ultérieurement.

Son objet n'est pas modifié.

Le capital social reste maintenu à 10 000 Euros.

Il sera désormais divisé en 1 000 parts sociales de 10 Euros chacune, toutes de la même catégorie et entièrement libérées, qui se substituent aux actions détenues par l'associé unique, à raison d'une part par action. En conséquence, l'Associé Unique détient désormais autant de parts sociales qu'il avait d'actions de la société jusqu'à ce jour.

CINQUIEME DECISION

En conséquence de la décision de transformation de la société en Société à Responsabilité Limitée, adoptée sous la résolution précédente, l'Associé Unique adopte article par article, puis dans son ensemble le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, et notamment :

- la clause d'agrément applicable en cas de transmission de parts sociales (article 8),
- les modalités de désignation des gérants et leurs pouvoirs (articles 10),
- la forme et les modalités des décisions collectives, ainsi que les règles de majorités de celui-ci (article 11).

Un exemplaire des nouveaux statuts est annexé au présent acte pour les besoins de son enregistrement et de son report dans le registre des procès-verbaux de l'Assemblée Générale.

SIXIEME DECISION

L'Associé Unique, statuant conformément aux nouvelles dispositions statutaires, nomme en qualité de gérant, à compter du 1er janvier 2013, pour une durée illimitée :

- **Monsieur Olivier BOIN**
  né le 13 janvier 1956 à VITRE (35)
  demeurant à PERTRE (35370) – La Touche Godet

OB

Monsieur Olivier BOIN exercera ses fonctions dans les conditions fixées par la loi et l'article 10 des statuts.

Monsieur Olivier BOIN, signataire du présent procès-verbal, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et ne faire l'objet d'aucune incompatibilité à cet égard.

SEPTIEME DECISION

L'Associé Unique déclare que la durée de l'exercice social en cours, qui doit être clos le **31 août 2013,** ne sera pas modifiée du fait de l'adoption par la société, de la forme à responsabilité limitée.

Les comptes de cet exercice seront établis et présentés dans les conditions fixées par les nouveaux statuts ainsi que les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

En outre, le rapport de gestion de l'exercice en cours sera établi par le gérant.

Ces rapports seront soumis au droit de communication de l'Associée Unique dans les conditions fixées par les dispositions du Code de Commerce.

L'Associé Unique sera consulté conformément aux règles fixées par les nouveaux statuts et les dispositions du Code de Commerce et statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2013.

Le résultat de l'exercice en cours sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la société sous sa forme à responsabilité limitée.

HUITIEME DECISION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'en opérer le dépôt partout où besoin sera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le présent procès-verbal de décision a été signé par Monsieur Olivier BOIN.

M. Olivier BOIN,

"Bon pour acceptation des fonctions de gérant"

Bon pour Acceptation des fonctions de Gerant

Enregistré à : SIE DE SAINT-NAZAIRE SUD-EST
Le 16/01/2013 Bordereau n°2013/85 Case n°5
Enregistrement : 125 € Pénalités :
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agente des impôts

Martine LOISEAU
Agent Administratif des Finances Publiques

DUPLICATA

"PROCES VERBAL
Dépôt effectué au Greffe du Tribunal
De Commerce de LAVAL, le 21/01/2013
Sous le N° 2013 1A1214
Le Greffier"

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LAVAL

ABC METALLERIE

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €uros

Siège social : ZA des Mesliers
53320 SAINT CYR LE GRAVELAIS

525 304 911 RCS LAVAL

STATUTS MIS A JOUR

suite à la transformation en Société à Responsabilité Limitée, au transfert de siège social et au changement de dénomination sociale

[Décisions de l'Associé Unique en date du 26 décembre 2012]

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - FORME

ARTICLE 2 - OBJET

ARTICLE 3 - DENOMINATION

ARTICLE 4 - DUREE

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

ARTICLE 9 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

ARTICLE 10 - GERANCE

ARTICLE 11 - ASSOCIES

ARTICLE 12 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 13 - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 14 - REPARTITION DU BENEFICE

ARTICLE 15 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 16 - DECLARATION FISCALE

STATUTS

Article 1er - FORME

La société **ABC METALLERIE** a été constituée à l'origine sous forme de Société par actions simplifiée constituée suivant acte sous seing privé en date à BONCHAMP (53) du 14 septembre 2010.

Suivant délibération en date du 26 décembre 2012, l'Associé Unique a décidé de transformer la société en ***Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée***, à compter du **1er janvier 2013**.

Dès lors, il existe entre les propriétaires de parts sociales ci-après dénombrées, une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée qui sera régie par les lois et règlement en vigueur, notamment par les dispositions du Code de Commerce, par les textes ultérieurs et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société continue d'avoir pour objet en France et à l'Étranger :

- La vente, l'entretien, la réparation, la fabrication en serrurerie métallerie, acier, aluminium, inox ainsi que toutes activités annexes ou complémentaires ;

- Le conseil en serrurerie métallerie ;

- L'achat, la vente, l'édification, la prise à bail, la concession, l'exploitation sous toutes ses formes de tous immeubles, entrepôts, fonds de commerce et d'industries similaires ou connexes, toutes participations dans semblables entreprises ;

- La création, l'acquisition et l'exploitation sous toutes ses formes directes et indirectes de tous brevets se rapportant à son objet ;

- La prise d'intérêts par voie d'apport, fusion, participation, souscription d'actions, de parts ou d'obligations, ou de toute autre manière dans toutes entreprises ou sociétés se rattachant à son objet social et en général, dans toutes entreprises, commerces ou travaux pouvant apporter une clientèle à son activité sociale ou favoriser les affaires dans lesquelles elle-même ou des filiales auraient des intérêts ;

- Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou simplement susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires de la société en France ou à l'étranger ;

- Et, plus généralement, toutes opérations pouvant directement ou indirectement se rattacher à l'objet social ci-dessus énoncé et le rendre plus rémunérateur, que ces opérations soient financières, mobilières, ou immobilières, sans rien excepter.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

- **"ABC METALLERIE"**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée, ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée" ou des initiales "E.U.R.L.", et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - DUREE

La durée de la société reste fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANNEES (99) années, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social demeure fixé à :

- SAINT CYR LE GRAVELAIS (53320)
  ZA des Mesliers

Il peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'associé unique.

Article 6 - APPORTS

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société les apports en numéraires suivants :

Une somme en numéraire d'un montant total de **dix mille euros** (10 000 euros), correspondant au montant du capital social et à 1 000 parts sociales d'une valeur nominale de **dix euros** (10 euros) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 8 septembre 2010 par la banque populaire de l'ouest, dépositaire des fonds, sur présentation de l'état de souscription mentionnant la somme versée par l'associé unique.

Cette somme de 10 000 euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE EUROS (10 000 €) représentant le capital d'origine, divisé en MILLE (1 000) PARTS de DIX EUROS (10 €) chacune, entièrement libérées et toutes détenues par Monsieur Olivier BOIN.

Article 8 - PARTS SOCIALES

I - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la société et dans l'actif social.

II - Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société ; les copropriétaires indivis de parts sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les associés ; le nu-propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier, sauf convention contraire signifiée à la société.

III - Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil, en cas de pluralité d'associés, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 9-2 pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Article 9 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS

I - Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte sous seings privés ou par acte notarié ; elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi et les règlements.

II - En cas de pluralité d'associés, les parts ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales et sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux cessions de parts à des tiers.

III - La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un associé.

IV - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 10 - GERANCE

I - La société est administrée par un ou plusieurs gérants, obligatoirement personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. En cas de pluralité d'associés, ce ou ces gérants sont nommés par une décision collective des associés prise à la majorité de plus de la moitié des parts sociales. Cette décision fixe la durée de leurs fonctions.

II - Le ou les gérants ont, ensemble ou séparément s'ils sont plusieurs, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

III - Le ou les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

IV - La rémunération du ou des gérants est fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire de ceux-ci. Elle peut être modifiée dans les mêmes conditions.

V - Le ou les gérants peuvent se démettre de leurs fonctions, en prévenant le ou les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

Le ou les gérants sont toujours révocables par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Article 11 - ASSOCIES

I - L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

II - En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives résultent, au choix de la gérance, d'un vote par écrit ou d'une assemblée générale.

Toutefois, les associés doivent obligatoirement être réunis en assemblée pour l'approbation annuelle des comptes de l'exercice écoulé ou lorsque la réunion d'une assemblée a été demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

En cas de consultation par écrit, la gérance adresse au dernier domicile connu de chacun des associés, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés ont un délai de quinze jours, à compter de la date de réception du texte des résolutions, pour faire parvenir leur vote à la gérance. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

En cas de réunion d'assemblée générale, la convocation est faite quinze jours au moins à l'avance par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chacun des associés avec mention de l'ordre du jour et des lieu, jour et heure de la réunion.

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient et dispose d'autant de voix qu'il possède et représente de parts, sans limitation.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'un vote par écrit, les décisions collectives doivent être prises, au choix de la gérance, en assemblée générale, par consultation écrite ou exprimées dans un acte :

a) pour les décisions collectives ordinaires (c'est-à-dire celles n'entraînant pas modification directe ou indirecte des statuts) à la majorité de plus de la moitié des parts sociales sur première consultation et à la majorité des votes exprimés, quel que soit le nombre des votants sur seconde consultation ;

b) pour les décisions collectives extraordinaires (c'est-à-dire celles entraînant directement ou indirectement modification des statuts) à la majorité des deux tiers des parts sociales.
Elles ne délibèrent valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

III - Les décisions de l'associé unique ou celles prises par la collectivité des associés sont constatées sur un registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées dans les conditions réglementaires.

Article 12 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

I - Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être désignés par l'associé unique ou par la collectivité des associés statuant aux conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Cette désignation est obligatoire lorsque la société dépasse les seuils fixés par décret.

II - Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 13 - COMPTES SOCIAUX

I - Chaque exercice social commence le 1er septembre et finit le 31 août.

II - L'inventaire et les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion de l'exercice écoulé sont établis par la gérance.

III - L'associé unique ou la collectivité des associés approuve les comptes et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Article 14 - REPARTITION DU BENEFICE

I - Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'assemblée générale décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital.

L'assemblée générale des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes doivent être prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

II - En cas d'associé unique, celui-ci décide de l'affectation du bénéfice distribuable et peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dans les mêmes conditions que ci-dessus.

III - La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation par décision de justice.

Article 15 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

I - A l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction sauf décision contraire du ou des associés qui désignent alors, dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs liquidateurs.

II - Les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent agir séparément.

III - Le boni de liquidation, après remboursement du nominal des parts sociales, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

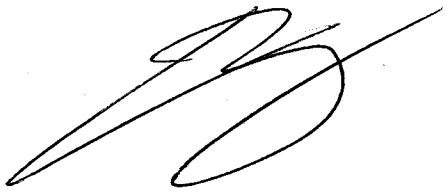
Article 16 - DECLARATION FISCALE

En application de l'article 206-2, 3 et 4 du Code Général des Impôts, l'associé unique déclare vouloir opter pour l'assujettissement de la société à l'Impôt sur les Sociétés.

Fait à SAINT CYR LE GRAVELAIS
Le 26 décembre 2012

Monsieur Olivier BOIN

« Pour copie certifiée conforme »



BOBIP SPEED

Société à responsabilité limitée au capital de 10 000 Euros

Siège social : ZA des Mesliers – 53320 SAINT CYR EN GRAVELAIS

525 304 911 R.C.S. LAVAL

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS

DATE D'ETABLISSEMENT DU SIEGE SOCIAL CORRESPONDANT	SIEGE SOCIAL	IMMATRICULATION AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE
07/10/2010	18 rue Duguay Trouin – 44420 LA TURBALLE	SAINT NAZAIRE

Fait à SAINT CYR LE GRAVELAIS
Le 3 janvier 2013

M. Olivier BOIN
Gérant

"PROCES VERBAL
Dépôt effectué au Greffe du Tribunal
De Commerce de LAVAL, le 7/01/2013
Sous le N° 2013141214
Le Greffier"

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LAVAL